

Conférence professionnelle européenne 2006
Résultats de l'atelier I : Les jeunes à la conquête de leurs espaces sociaux – Participation et implication sur le terrain

Exemples de la pratique :

Giuseppe Porcaro, Conseil consultatif pour la Jeunesse, Conseil de l'Europe
Chantal Risser, Ville de Mulhouse, France
Joachim Barloschky, Ville de Brème, Allemagne
Mary Hanlon, John Hanley, Ville de Dublin, Irlande
Elfa Spitzenberger, Gertraud Sobotka, Ville de Linz, Autriche

Commentaires :

Maren Sierks, Ville de Berlin, Allemagne
Anikó Molitorisz, Ville de Budapest, Hongrie

Présentateur :

Alexander Bartling, Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe

Rapport :

Antje Klemm, Regiestelle E&C

Les jeunes à la conquête de leurs espaces sociaux – Participation et implication sur le terrain

Le préambule de la Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale stipule cinq éléments-clé pour la participation des jeunes : le droit, les moyens, la place, la possibilité et, si nécessaire, le soutien. Ces termes constituent aussi le cadre des résultats produits dans cet atelier.

Le principe est clair : Il n'y a pas de remède miracle pour tout le monde. Ce qui importe c'est qu'on démarre et qu'on emprunte de nouvelles voies. C'est ce qu'ont montré les exemples présentés. En plus, on s'est rendu compte que la grande diversité des conditions sur place requiert aussi une grande diversité d'outils.

Pour répondre à l'ambition d'intégrer, notamment, les jeunes gens défavorisés – et ceci à leurs conditions –, il faut d'abord ni plus ni moins qu'un changement de paradigmes : Vivre la participation et l'implication, non comme un moyen pour atteindre un but, mais comme une valeur en soi.

Quelles sont les normes, les méthodes et les expériences essentielles quant à la participation des jeunes qu'a formulées cet atelier I ?

La participation doit être solidement ancrée dans la réalité concrète des jeunes gens. Leurs intérêts et leurs besoins, notamment aussi leurs potentiels et leurs ressources doivent être le point de départ pour le développement d'offres – des offres que les enfants et les adolescents prennent vraiment au

sérieux. Nous avons fait connaissance de nombreux bons exemples auxquels les jeunes étaient réellement impliqués, leur permettant de modeler leurs quartiers et de conquérir leurs propres espaces visiblement pour tout le monde.

Les personnes défavorisées ont particulièrement besoin d'une prise en charge à long terme, car la capacité de participer activement ne peut être apprise que tout au long d'un processus d'apprentissage, et les enfants et les adolescents défavorisés ont particulièrement besoin d'un suivi continu.

Cela signifie que le travail avec les enfants et les adolescents et les structures et les ressources correspondantes doivent être fiables. Pour pouvoir établir la confiance nécessaire, il est indispensable de rendre transparents et clairs les processus de négociation, qui caractérisent souvent les projets de participation, et de communiquer clairement pourquoi telle ou telle idée n'est probablement pas mise en œuvre immédiatement.

Un aspect central du débat était la question de la motivation des jeunes et comment la tenir sur un haut niveau, même quand les processus de négociation sont tenaces et qu'ils traînent en longueur. Une réponse susceptible de satisfaire tout le monde reste encore à trouver.

Puis, il a été discuté si les modèles de démocratie représentative sont vraiment la bonne voie pour intégrer les jeunes, par exemple les conseils d'enfants et d'adolescents. Les modèles qui existent déjà comme à Mulhouse et qui tente d'être à la hauteur de cette ambition montrent que c'est faisable. Les participants ont, toutefois, souligné qu'il faut prendre au sérieux aussi les actions et manifestations spontanées des enfants et des adolescents qui méritent qu'on s'en occupe. Mais à côté de cela, il faut aussi s'efforcer d'intégrer les jeunes dans les systèmes formels, comme le montrent des approches comme le *Co-Management-System* pour lequel le Conseil de l'Europe s'engage depuis un certain temps déjà.

Ce qui semble essentiel c'est de lutter contre l'image de marque négative des enfants et des adolescents qui vivent dans les quartiers urbains défavorisés (et ceci non seulement par l'embellissement ou la réhabilitation du bâti). Ceci dit, les jeunes doivent apprendre ce que c'est d'être respectés et appréciés. Car la prise de conscience de l'effet de leurs capacités sur leur communauté et de leur propre confiance en eux-mêmes sont la condition *sine qua non* d'une citoyenneté active. La promotion de celle-ci – aussi dans les systèmes scolaires formels – fut identifiée comme un des défis les plus importants à relever. C'est notamment l'école qui peut – ce qu'ont montré les exemples – contribuer à faciliter l'accès à l'ensemble des enfants et des adolescents.

L'accès était aussi le thème d'un débat qui portait sur l'importance d'aider les jeunes et de les prendre en charge déjà très en amont, le plus tôt possible. Le rôle des crèches étaient souligné qui permettent le contact avec les parents aussi. Car l'implication des familles est considérée comme un facteur-clé du succès, s'il s'agit de mettre les jeunes en état de s'impliquer activement dès qu'une situation concernent leur propres intérêts.

Plusieurs intervenants considéraient aussi qu'il est enfin nécessaire de doter les travailleurs sociaux et le personnel de proximité des compétences et des outils nécessaires, qui leur permettent de mettre certaines normes en œuvre, telles que l'orientation sur les ressources et la capacitation. Etant données les réalités actuelles dans beaucoup de villes européennes, le travail doit indissolublement avoir une dimension interculturelle aussi.

Les coopérations et partenariats fiables et résistants intégrant les acteurs principaux au niveau local, c'est-à-dire les habitants eux-mêmes, l'administration, la politique, les institutions sociales, organisations non-gouvernementales et toutes les autres initiatives de la société civile, les entreprises locales et le secteur de l'habitat, sont d'une importance absolue, si on veut que les enfants et les adolescents soient impliqués et réussissent à modeler leurs propres réalités – c'est ce que les exemples pratiques ont également montré. La présentation de Brème a illustré que cela peut fonctionner, si c'est mis en œuvre systématiquement et si les initiatives locales sont, par exemple, dotées de leurs propres budgets leur permettant de décider elles-mêmes des projets de renouvellement urbain dans leurs quartiers en toute responsabilité. Ce sont évidemment aussi des processus qu'il faut savoir gérer avec patience et persévérance.

Une autre revendication – qui établit le lien avec l'atelier V – visait à renforcer les activités de la recherche dans les domaines de la participation, de la capacitation, de l'éducation à la démocratie et de la mise en réseau des acteurs venant de la pratique sur le terrain. Cela devra libérer la voie pour l'expérimentation avec de nouvelles stratégies encadrées judicieusement.

Une longue haleine pour les processus laborieux de transformation et l'argent nécessaire sont très importants. Et il faut, avant tout autre chose, le soutien des élus communaux pour sécuriser financièrement. Car les quartiers en question font infiniment plus d'efforts pour l'intégration que d'autres quartiers urbains. Dans l'ensemble, il faudra aussi valoriser davantage le travail des organisations non-gouvernementales au niveau des communes.

Quant aux moyens destinés aux modèles de bonne pratique, les exemples ont montré qu'on obtient souvent une plus-value par la combinaison des ressources diverses telles que européennes, nationales, communales, privées et de l'engagement volontaire.

Selon les participantes et les participants de la conférence il faudra absolument continuer à documenter les bonnes expériences des communes européennes, tout en ne point oubliant les besoins des jeunes gens en zones rurales.

Conférence professionnelle européenne 2006
Résultats de l'atelier II : *Good Governance* et approches intégrées – Normes pour la coopération entre administrations publiques, ONG et société civile

Exemples de la pratique :

Dr. Konrad Hummel, Ville d'Augsbourg, Allemagne

Britta Ström, Ville de Malmö, Suède

Dr. Maria Joaquina Marques Serrão, Leiria, Portugal

Janice Hoiles, Nigel Jenner, Sue Feighery, Kalishia Le Coutre, Brighton, Grande-Bretagne

Commentaires :

Ursula Schenk, Ville de Mannheim, Allemagne

Hermann Dorenburg, Ville d'Offenbach, Allemagne

Dr. Siegfried Haller, Ville de Leipzig, Allemagne

Nika Tavnikova, Ville de St. Petersburg, Russie

Présentateur :

Hartmut Brocke, Stiftung Sozialpädagogisches Institut „Walter May“, Berlin

Rapport :

Rainer Schwarz, Regiestelle E&C

La ville allemande d'Augsbourg présenta son projet qui a pour but de faire du principe de pilotage basé sur l'espace social le principe général de gestion de l'administration communale.

L'exemple de Malmö en Suède servait à présenter la mise en œuvre de la politique métropolitaine « *Metropolitan policy* » et à répertorier les défis auxquels sont confrontées les institutions communales agissant dans la confrontation de la prospérité, d'un côté, et de l'exclusion croissante des jeunes de l'autre.

De Leiria au Portugal, on rapporta comment les processus de développement urbain (« *Living Better* ») ont abouti à la conception de programmes spécifiques et comment ces nouveaux programmes se sont répercutés sur le développement.

Brighton en Grande-Bretagne présenta son projet « eb4U – east brighton's communities working together ». Quatre acteurs du programmes présentèrent leurs perspectives et rôles individuels dans le cadre d'une action commune. Grâce surtout à la participation d'une jeune conseillère, la présentation nous a permis des impressions tout à fait authentiques.

Le débat de l'atelier 2 portait sur la cohérence de toute politique communale, la discrimination comme résultat des disparités de prospérité, les rôles traditionnels des sexes, l'enjeu de la migration, la participation qui signifie plutôt parler avec les jeunes que de parler des jeunes jusqu'à la conception éthique de l'orientation programmatique basée sur l'espace social nourrie du respect des habitant(e)s, des groupes sociaux et des ethnies, de l'écoute et de l'observation attentives et de l'authenticité des programmes et de leurs acteurs.

L'extension et la profondeur du paradigme de l'espace social est resté discutable comme d'ailleurs aussi la nécessité de l'identification directe de la perspective des enfants et des adolescents.

Comme résultat obtenu conjointement par les participants de l'atelier les thèses et les constatations suivants sont particulièrement importants pour l'évolution de la bonne gouvernance et des approches intégrées dans les quartiers à besoins spécifiques de développement :

- Agir sur la base de concepts intégrés est, dans toutes les villes européennes, l'élément le plus important pour le développement participative des zones et quartiers où se concentrent les problèmes sociaux et structurels. Les expériences recueillies avec les politiques communales et le pilotage communal peuvent servir de base d'un développement moderne de l'ensemble des villes. Une telle réorientation de la politique de la ville est la base d'une répartition plus juste, pourtant inéquitable de l'engagement communal, c'est-à-dire la base d'une « compensation des charges entre quartiers » basée sur l'idée de justice. Dans ce sens, le slogan « *all equal, all different* »¹ s'applique là aussi.
- Le développement de « bonne gouvernance » dans les quartiers s'effectue dans la confrontation des politiques sectorielles nationales et européennes et le développement holistique intégré. En parallèle, les conditions-cadres de l'action communale ont changé : Les grandes institutions sociétales ont cessé de garantir l'apprentissage social, les communes ont moins d'argent et elles sont caractérisées par une diversité dramatiquement croissante des personnes et des cultures différentes. La mission de garantir l'intégration sociale et la cohérence est restée la même.
- Modeler et renforcer la société civile est particulièrement important dans les quartiers défavorisés.
- Dans un rapport triangulaire de politique, société civile et état (l'administration), il importe de renforcer l'engagement civil de tous les côtés afin de pérenniser le long terme, la transparence et la légitimité en faveur d'un développement social des villes.
- La durabilité se crée quand on a l'espace et le temps pour expérimenter afin de développer des projets efficaces et lisibles à pérenniser ou, le cas échéant, abandonner au niveau communal..
- L'approche intégrée est plus qu'un simple processus additif des conceptions et des actions sectorielles projetées sur un quartier donné. Car, à cela s'ajoutent les stratégies de détermination d'objectifs communs pour le développement des quartier et l'identification des ressources existantes.
- En principe, il s'agit de comprendre les processus de transformation : L'échelle du succès n'est point le résultat visionné élitiquement, mais l'organisation solide et pérenne des processus susceptibles d'être réajustés à tout instant.

¹ en anglais dans l'original. Note du traducteur.

- La nouvelle forme de gestion communale ne peut en aucun cas signifier de rajouter toujours « du même », mais doit tenter d'établir des solutions intégrées, des réseaux et le pilotage par la négociation.
- Définir les stratégies de développement sur la base des espaces sociaux ne signifie non seulement le rapport avec un territoire donné mais aussi celui avec les rapports sociaux et les structures existantes.
- Les « allocations spéciales » aux niveaux communal, régional, national et européen devraient initier ces processus et leur donner temporairement une forme de manière à assurer que se crée l'espace pour l'expérience et l'introduction de nouvelles procédures.
- Les processus à organiser devront être les deux : de haut en bas (*Top down*) et de bas en haut (*Bottom up*) : De haut en bas, il faut déterminer les objectifs et le contrôle du succès (*Controlling*) et procurer les structures nécessaires, établir les champs de manœuvre : Responsabilité, décisions, effectifs, finances devront être mis à disposition au niveau des quartiers. De bas en haut devront être organisés et gérés les processus d'organisation au niveau des quartiers et des institutions communales en fonction du *leitmotiv* de l'espace social avec son approche participative.
- Cette forme d'organisation des processus signifie : Ouvrir des voies notamment aux jeunes citoyen/citoyennes, au monde associatif et aux institutions dans les quartiers pour qu'ils puissent trouver leurs propres solutions et aider à établir un dialogue dans le sens d'un débat commun et de l'écoute attentive.
- Pilotage par quartier signifie : déléguer les « vraies » décisions qui impliquent un certain « pouvoir » dans les quartier et dans des structures de décisions basées sur l'intérêt des citoyens.
- Le développement durable des chances d'éducation, d'emploi, de santé et d'intégration requiert une claire réorientation des investissements des systèmes d'intervention vers les systèmes de prévention. En parallèle, il faut baser la prévention – la création donc de conditions pour le développement des jeunes – sur la base de larges alliances sociétales.
- La bonne gouvernance a besoin de l'identification claire des besoins en terme d'action : Les enfants, les jeunes et leurs familles doivent avoir la priorité dans le contexte du développement de leur quartier, c'est-à-dire qu'il faut les placer au centre même de la politique communale dans un souhait d'investir dans l'avenir.
- Dans ce sens, la politique de la jeunesse es tune politique interdisciplinaire devant se retrouver dans tous les champs d'intervention de l'action communale – la jeunesse comme « *Mainstream* » du développement urbain.
- Le pilotage communal qui suit le paradigme de l'espace social a besoin de nouvelles formes de financement, telles que des fondations et des fonds, y compris la délégation des décisions aux (jeunes) habitants, mais aussi des ressources interdisciplinaires et de l'emploi des moyens communaux (budget communal calé sur les espaces sociaux).

Qu'est-ce que cela signifie pour les programmes européens dans l'avenir ?

Ces programmes devraient :

1. atteindre les communes directement, admettre davantage de responsabilité dans l'autonomie, faire confiance aux ressources, aux énergies des habitant(e)s, des acteurs de la société civile et des institutions dans les quartiers défavorisés et permettre l'organisation holistique des processus,
2. se baser sur l'espace social comme paradigme de tout pilotage politique,
3. admettre les échecs,
4. travailler avec des budgets au niveau communal,
5. communiquer un message aux quartiers urbains défavorisés avec une perspective holistique.

Un des participants résuma le résultat du débat de cet atelier dans une phrase : « Pour que les programmes atteignent les communes, ils devront déclencher et animer des processus de participation, organiser les solutions interdisciplinaires et participatives et promouvoir une culture d'authenticité et de vie interculturelle exemplaire. »

Conférence professionnelle européenne 2006
Résultats de l'atelier III : Stratégies interculturelles et renforcement de la tolérance dans les collectivités

Exemples de la pratique :

Paul Kmen, Iasi, Roumanie
Anne Wehkamp Solingen, Allemagne
Panagiota Ligdopoulou, Ville d'Athènes, Grèce
Dr. Martina Schmied, Ville de Vienne, Autriche
Hibat Tabib, AFPAD, Ville de Pierrefitte-sur-Seine, France

Commentaires :

Christian Meineke, Ville de Marburg, Allemagne
Miriam Traversi, Ville de Bologne, Italie

Présentateur :

Peter Lauritzen

Rapport :

Dr. Heike Riesling-Schärfe, Regiestelle E&C

Résumé des recommandations et des commentaires relatifs aux exemples de la pratique et des contributions au débat :

L'intégration des immigrés, des personnes ayant une biographie de migration et des minorités ethniques / culturelles est une mission communale importante pour l'avenir et essentielle pour la cohésion sociale des sociétés européennes..

Cette thèse de la première Conférence professionnelle européennes de Berlin en 2004 vient d'être confirmée explicitement par les participants et les participantes de l'atelier III.

Les exemples et les contributions de cet atelier ont clairement illustré que le débat est en plein cours dans les communes. Le « Processus de Berlin » poursuivi avec la Conférence professionnelle européenne en 2006 constitue une approche importante pour la mise en réseau des acteurs communaux de ce débat aux niveaux national et européen.

Les participants et les participantes de l'atelier III ont souligné que les communes européennes devront assumer et répondre pleinement et activement à la responsabilité qu'elles ont pour l'intégration des personnes ayant une biographie de migration.

Les communes européennes ont la mission d'animer et de gérer ce processus de l'intégration et de le développer ensemble avec les organisations non-gouvernementales, les associations des immigrés et les habitants de la société civile. Cette mission ne peut en aucun cas être déléguée à des tiers ni être « vendue ».

Dans le district d'**Iasi**, cela s'effectue par l'implication exemplaire des organisations internationales avec lesquelles on a créé des coalitions visant à améliorer les chances d'intégration des gitans (Sinti et Roma) dans les institutions de l'éducation et de la formation professionnelle dans un contexte macro-économique difficile.

La contribution d'**Athènes** a montré comment les organisations non-gouvernementales assument la mission communale importante de l'intégration des enfants et des adolescents défavorisés d'ethnies minoritaires sans l'appui de la commune et parfois même contre la résistance déterminée de celle-ci. Cela ne peut servir comme exemple mais montra que les initiatives à vocation sociale et les projets se créent souvent dans des conditions les plus difficiles pour apporter leur contribution importante.

La xénophobie, le racisme et l'intolérance se développent toujours, quand l'insécurité est en croissance dans une société. Toute approche préventive d'intégration doit englober tous les enfants et adolescents défavorisés : elle requiert un statut sécurisé de séjour, les cours de langues, un diplôme scolaire qualifié, une perspective d'emploi et la possibilité, pour les jeunes, d'intégrer leurs capacités dans la société.

La perspective de l'emploi est centrale pour les jeunes. Leurs chances réalistes de trouver un travail dépend essentiellement de leur qualification, mais aussi de l'existence ou non de réseaux.

Une des priorités de la politique communale d'intégration de la ville de **Solingen** est la mise en œuvre d'une structure spéciale d'offres destinées aux immigré(e)s : Il s'agit d'une combinaison de cours de langue et d'offres d'emploi en combinaison avec un travail social pour les groupes-cibles dans leur espace social, un *coaching* et l'encadrement d'élèves, la certification des qualifications acquises et le pilotage d'un réseau dans le domaine « école – emploi – formation continue ». Les associations d'immigrés sont directement impliquées dans ces activités.

La priorité centrale de la conférence de 2004 avait focalisé sur les ressources propres des immigrés et la possibilité de les identifier positivement pour faire le meilleur usage possible des capacités apportées. La réunion de travail d'hier a mis l'accent davantage sur le niveau de l'ensemble de la commune et celui des systèmes et des institutions.

Le thème de la « gouvernance » jouait également un grand rôle pour l'atelier III. On a surtout abordé la question de savoir comment et sur quelle base l'ensemble des résidents forme une communauté.

Dans ce contexte, l'exemple de **Pierrefitte-sur-Seine** a montré que la responsabilité pour l'intégration des personnes ayant une biographie de migration et des minorités ethniques incombe aussi à chacun des citoyens / citoyennes d'un quartier et doit être « rendue » aux habitant(e)s dans un certain sens.

L'exemple de **Vienne** a enthousiasmé, où un service communal vient d'être créé pour l'intégration et les affaires de diversité qui assume une fonction interdisciplinaire et de lien entre les différents services communaux. En plus de cela, on a créé des antennes locales dans plusieurs quartiers, qui travaillent activement pour l'intégration. Partout dans l'administration communale on trouve des employé(e)s ayant une biographie de migration eux-/elles-mêmes – ainsi 14 pays d'origine et 23 langues y sont représentés.

C'est un modèle qui illustre comment on peut bénéficier de la diversité générale et culturelle dans la vie quotidienne – une question qu'avait évoquée l'atelier également : Comment est-ce que les communes européennes peuvent réussir à faire prévaloir la tolérance dans l'ensemble de la société, cette tolérance qui, malgré toutes les contradictions, est pratiquée quotidiennement dans les quartiers défavorisés ?

Peut-être faut-il, tel est le résultat du débat, échanger des stratégies encore beaucoup plus concrètes dans l'avenir pour divulguer les bons exemples dans l'ensemble de la société.

L'échange d'expériences au sein de l'atelier III a illustré que certains débats menés dans un pays il y a trois ans déjà commencent tout juste dans un autre aujourd'hui.

Les participantes et les participants de l'atelier ont souligné qu'il est très important aussi d'atteindre le public européen, d'en tirer bénéfice et de pérenniser l'échange au niveau européen. L'échange transcommunal des bonnes pratiques entamé par le Processus de Berlin a eu un grand impact au niveau local, et il est la source de nombreuses idées nouvelles pour tous les participants depuis 2004. Le Processus de Berlin devrait donc être poursuivi.

Les messages résultant de la Conférence professionnelle européenne de 2006 devront contribuer à :

- lutter contre la discrimination et à renforcer la tolérance envers toute forme « d'altérité »,
- élargir les compétences interculturelles
- améliorer les offres d'emploi pour les jeunes défavorisés

et

- encourager les maires des villes européennes à mettre le thème de la cohésion sur leur agenda politique, étant donnée la composition de plus en plus hétérogène de leur population.

Conférence professionnelle européenne 2006
Résultats de l'atelier IV : La contribution de l'éducation non-formelle aux perspectives professionnelles des jeunes défavorisés

Exemples de la pratique :

José Alfaro, Eva Martin Pérez, Telesfora Ruiz, Ville de Grenade, Espagne
Sandra Subota, Ville de Riga, Lettonie
Chester Morrison, Ville de Liverpool, Grande-Bretagne
Katrin Lundmark, Ville de Skellefteå, Suède

Commentaires :

Heidrun Nedoma, Ville de Stralsund, Allemagne
Bernd Kammerer, Ville de Nürnberg, Allemagne
Annette Berg, Ville de Monheim sur le Rhin, Allemagne
Merete Papapetros, Frank Stoerup, Ville de Copenhague, Danemark
Prof. Dr. Nazmi Oruç, Ville de Eskisehir, Turquie

Présentateur :

Peter Kupferschmid, Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse de la République fédérale d'Allemagne

Rapport :

Judith Schwarzburger, Regiestelle E&C

Dans cet atelier, il y eut quatre présentations, dont trois sur les stratégies communales (Grenade, Riga et Liverpool). La quatrième présentation était consacrée à un projet spécifique et à la perspective d'une ONG (Skelleftea, Suède). Sur la base des présentations, des commentaires et du débat, on s'est rendu compte d'abord que le terme de l'éducation non-formelle est défini très différemment dans les pays européens individuels.

Mais on était tous d'accord que l'éducation non-formelle est particulièrement importante pour les jeunes défavorisés. Car ceux-ci ont non seulement des problèmes d'accès au système de l'éducation formelle, souvent ils y ont déjà fait l'expérience de leur échec personnel. L'éducation non-formelle renoue avec les capacités et les compétences des jeunes tout en leur permettant d'acquérir des compétences sociales, « démocratiques » et, sur la base de nouvelles capacités, des compétences professionnelles.

Il ne s'agit pas, en premier lieu, d'une qualification, mais plutôt de l'encouragement des jeunes défavorisés, du développement de leur personnalité et du renforcement de leur confiance en eux-mêmes.

L'éducation doit capaciter les jeunes pour qu'ils puissent lutter pour leurs propres intérêts. C'est particulièrement important pour les jeunes des quartiers défavorisés. Dès que l'on soutient les jeunes dans ce sens avec des aspects de l'éducation non-formelle, on leur facilite aussi l'apprentissage formel scolaire. Dans ce contexte, il faut aussi un système graduel de qualifications permettant au jeunes de se rendre compte de leurs acquis.

L'implication des jeunes dans la prise de décisions politiques est également un élément important de l'éducation non-formelle, ce qu'a très bien illustré l'exemple de Liverpool. Des équipes de jeunes conseillers y conseillent les décideurs politiques et exercent ainsi une influence sur la politique de la ville.

En plus de cela, les jeunes sont formés et initiés de manière à pouvoir renseigner d'autres enfants et adolescents sur les offres de la ville et les aider à en tirer profit. Aussi, les jeunes voient-ils, grâce à l'exemple des autres, qu'on peut surmonter les inégalités et les handicaps sociaux.

La participation n'a pas seulement un effet encourageant ; grâce à elle, les offres et les programmes peuvent aussi être ajustés sur les besoins, les souhaits et les buts des jeunes.

Puis, les participant(e)s de l'atelier ont convenu qu'il faudra une coopération renforcée entre les institutions publiques, les ONG et les autres acteurs pour pouvoir améliorer les chances des jeunes.

Faisant ceci, il s'agit de :

- l'intégration de l'éducation formelle et non-formelle
- une combinaison des méthodes du travail extrascolaire avec les jeunes et celles du système scolaire
- une combinaison d'offres d'emploi et de qualification avec l'école et les activités de loisirs
- la coopération de l'école, de l'aide à la jeunesse et les systèmes de formation
- l'assistance aux jeunes basée davantage sur un processus de mise en réseau
- un meilleur ciblage des quartiers pour mieux ajuster les offres en fonction des réalités des enfants et des adolescents défavorisés
- la participation et l'implication des parents dans les processus formels et non-formels de l'éducation de leurs enfants.

D'autres conditions du succès des concepts d'éducation non-formelle sont un bon planning et l'évaluation (autocritique) des résultats.

Les possibilités de certifier l'éducation non-formelle varient aussi d'un pays à l'autre. Cet aspect était également considéré comme essentiel, notamment en vue d'une plus forte reconnaissance de ces aspects de l'éducation.

Car la certification améliore la compatibilité de l'éducation non-formelle avec le système scolaire dans la mesure où les connaissances acquises sont reconnues au moment de l'insertion dans le monde du travail et que les jeunes peuvent ainsi en profiter.

L'insertion dans le marché du travail est pour tous les jeunes le point le plus important – mais surtout pour les jeunes défavorisés. Car il s'agit, là, de leur avenir et de l'avenir des sociétés européennes. Les différentes stratégies communales présentées ont montré qu'on a su trouver les moyens nécessaires pour obtenir l'intégration sociale de ces jeunes initialement exclus de la société.

Le message essentiel de l'atelier IV est le suivant :

Les jeunes doivent être considérés comme valeur, comme chance et non comme problème ou charge, si on veut qu'ils se sentent compris comme membres importants de la société. Il s'agit de prendre les jeunes au sérieux et de se rendre compte de leurs réalités. Les jeunes ont besoin d'instruction et de soutien pour pouvoir reconnaître leurs propres potentiels, pour en faire usage et pour pouvoir faire le prochain pas vers leur insertion professionnelle et leur intégration sociale sur la base de leurs succès dans les systèmes de l'éducation formelle et non-formelle.

Malgré les maintes différences des projets présentés, on a pourtant vu que les approches des stratégies locales sont similaires. Ces approches reposent sur les différentes situations de départ des pays individuels. L'échange pendant cette conférence permet d'identifier les points communs de ces approches et des normes susceptibles de s'appliquer dans toute l'Europe. C'est la raison pour laquelle il faudrait poursuivre cet échange.

Conférence professionnelle européenne 2006
Résultats de l'atelier V : Dialogue communal de recherche entre la recherche, la politique et le travail pour la jeunesse

Exemples de la pratique :

Lasse Siurala, Helsinki, Finlande

Terje Grytten, Else Marie Stuenæs, Oslo Youth Council¹, Norvège

Prof. Dr. Helmut-Armin Willems, Luxembourg

Mmag. Manfred Zentner, Autriche

Prof. Howard Williamson, Grande-Bretagne

Commentaires :

Alexandra Raykova, Forum of European Roma Young People

Sunduss Al-Hassani, Forum of European Muslim Youth and Student Organisations (FEMYSO)

Bettina Schwarzmayr, European Youth Forum

Margo Gorman, Combined European Bureau for Social Development (CEBSD)

William Lay, Confederation of Family Organisations in the European Community (COFACE)

Présentateur :

Dr. Heike Förster, Deutsches Jugendinstitut e.V.

Rapporteur :

Andreas Hemme, Regiestelle E&C

L'atelier devait répondre à la question de savoir comment initier un dialogue communal de recherche entre la recherche, la politique et le travail pour la jeunesse, approfondir les rapports existant entre ces trois champs d'action et rédiger des recommandations pour leur future coordination. Le point de départ était l'interrogation sur les potentiels d'une meilleure mise en réseau des expériences et des connaissances de chacun des acteurs pour mieux pouvoir en bénéficier pour le travail de chacun.

Cinq contributions de la Finlande, Norvège, du Luxembourg, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne ont thématiqué les opportunités et les obstacles du dialogue entre la recherche, la politique et le travail pratique pour la jeunesse en focalisant les deux aspects : le fond scientifique et l'expérience pratique. Les contributions furent commentées et discutées intensément par les représentant(e)s des associations et des réseaux européens de la jeunesse dont le travail consiste à relever le défi de l'intégration sociale.

La question centrale était la suivante : Comment réussir à établir un pont entre ces trois champs d'actions. Comment pouvoir décrire les obstacles à la coopération entre la recherche, la politique locale et le travail pour la jeunesse ?

D'un côté, le manque d'un langage commun était souligné entre le personnel de la recherche et du travail pratique pour la jeunesse, un fait qui aboutit à des malentendus. Quoique l'atelier ait pu présenter de bons exemples de coopération, ce manque

¹ Les désignations des structures sont toutes en anglais dans l'original allemand. Note du traducteur.

d'un langage commun et d'efforts d'apprendre la « langue » de l'autre semblent être le plus grand obstacle à la compréhension réciproque.

En plus de cela, on constatait que les milieux scientifiques et ceux de la pratique utilisent des médias différents pour leurs discours respectifs et leurs échanges d'expériences qui ne sont pas forcément en rapport les uns avec les autres. Les magazines spécialisés des scientifiques ne sont pas forcément lus par le personnel du terrain, et les magazines à vocation plutôt pratiques ne servent que très peu comme source d'inspiration aux scientifiques pour leurs publications. On reste à huis clos, semble-t-il.

Les divergences d'intérêts des acteurs également évoquées constituent un autre obstacle à la coopération et au dialogue. Les destinataires d'un travail scientifique, par exemple, ne sont pas forcément les professionnel(le)s du terrain mais plutôt des scientifiques aussi. Définir des intérêts communs comme point de départ pour toute coopération et développer les formes nécessaires pour un dialogue local de recherche, tel est le défi majeur pour l'avenir. Il existe, par exemple, des différences dans la pondération des différents enjeux auxquels le travail local et la recherche pour la jeunesse consacrent leurs efforts. Les magazines spécialisés du travail de la jeunesse, par exemple, ne reprennent que rarement les thèmes des magazines spécialisés de la recherche.

En même temps, les représentant(e)s et les participant(e)s ont souligné qu'il existe bel et bien, au niveau local, des initiatives locales et régionales prouvées qui mettent en réseau la recherche et le travail pratique pour la jeunesse. Les représentant(e)s d'Oslo rapportaient, par exemple, que des forums ont été mis en place au niveau local afin de familiariser les travailleurs sociaux avec les résultats de la recherche pour la jeunesse et de déclencher un dialogue. Un autre exemple pour un dialogue réussi au niveau national est celui des rencontres de coordination dans le cadre du programme fédéral allemand « Année de stage social volontaire » qui permettent de présenter les résultats d'un encadrement scientifique, discutés ensuite par le personnel engagé dans les projets-pilotes. Ceci sont, pourtant, des approches individuelles, car cette stratégie n'est pas encore pratiquée généralement. On demande donc aux milieux scientifiques de communiquer leurs résultats d'une manière plus efficace et compréhensible.

Au niveau national, la comparaison européenne montre une image bien divergente : Certains pays tels que la France et l'Allemagne disposent d'institutions agissant sur l'ensemble de leur territoire en faveur du dialogue entre scientifiques et professionnels du terrain. La plupart des autres pays européens n'a toutefois pas encore cette coordination d'activités ni, d'ailleurs, l'accès facilité au savoir de la recherche.

En plus, on s'est demandé si le rôle prédominant des collectivités locales pour toute prise de décisions relatives au travail pour la jeunesse ne constituent pas, lui aussi, un obstacle au dialogue à hauteur égale des acteurs du travail pour la jeunesse et des chercheurs. Ce débat aboutit à la revendication d'intégrer, an amont déjà, un maximum d'acteurs dans le dialogue communale de la recherche afin de garantir un très haut niveau de transparence.

Le mot-clé de la « coproduction du savoir » permet d'illustrer l'impact positif que peut avoir le rapprochement des expériences pratiques et des connaissances scientifi-

ques sur, par exemple, les plans locaux pour la jeunesse. A l'aide des exemples des communes de Dornbirn et de Schwechat, Manfred Zentner de l'Autriche expliqua comment la décision politique de la commune de renforcer son engagement en faveur de la jeunesse, avait abouti à l'action conjointe avec les organisations non-gouvernementales sous forme de projets communs dont l'évaluation, au bout de cinq ans, avait pour conséquence la révision des plans locaux grâce au processus de coopération entre les chercheurs, les travailleurs sociaux et les instances de la collectivité locale. Dans ce contexte, la précarité des finances communales fut évoquée ; et une des solutions de ce dilemme semblait être la plus forte intégration d'étudiant(e)s dans les projets ; car ces derniers / dernières portent normalement un vif intérêt au savoir et aux expériences pratiques.

Le professeur d' Helmut Willems de l'Université du Luxembourg souligna pourtant aussi les évolutions positives des dernières années au niveau national quant à la coopération des milieux pratiques, scientifiques et politiques, qui font que les approches telles que le « *evidence based policy making* »² sont presque la norme aujourd'hui. Les hiérarchies parmi les producteurs du savoir des milieux pratiques, scientifiques et politiques se sont transformées également, ce qui fait que les divers acteurs sont considérés comme ayant les mêmes droits. Ce sont notamment les études de longue durée comme, par exemple, l'étude « Jugend-Survey » en Allemagne, qui renforcent la coopération sur le long terme, établissant ainsi une nouvelle structure du dialogue des acteurs. Un autre exemple cité de l'Allemagne est celui des « Rapports sur l'enfance et la jeunesse » du gouvernement fédéral, qui sont rédigés en étroite coopération avec les milieux scientifiques.

Cette coopération des milieux pratiques, scientifiques et politiques au niveau national s'effectue, au niveau local voire communal, sous des conditions bien plus difficiles gérables seulement, si la politique et le travail local pour la jeunesse sont davantage prêts à pleinement profiter des connaissances et des expériences de la recherche pour la jeunesse afin de mieux les mettre en œuvre dans leurs stratégies communales. Il faudra donc des stratégies politiques conçues pour le long terme au lieu des programmes et des campagnes à effets insuffisants. La programmation de l'aide au jeunes, c'est-à-dire les plans locaux d'actions tels que développés, en Allemagne, dans le cadre du programme fédéral « La Ville sociale » et E&C sont un relais excellent dans ce contexte.

De l'autre côté, on a fait remarquer que la pratique professionnelle spécialisée est représentée, dans les divers pays, par des associations et des organisations diverses (qui sont toutes tenues par leurs propres objectifs ou leurs conceptions idéologiques ou religieuses), ce qui peut également accélérer ou freiner le dialogue local de recherche.

Un autre obstacle pour une meilleure coopération réside dans le fait que les financements et les missions des projets de recherche ne couvrent souvent pas le transfert des résultats dans la vie professionnelle pratique après l'accomplissement de la mission, ce qui crée une certaine frustration malgré la bonne coopération.

Les scientifiques ont fait observer aussi, avec une certaine autocritique, que le débat interne de la valeur de la recherche fondamentale par rapport aux recherches plus

² en anglais dans l'original allemand. Note du traducteur.

pratiques (citation : « Celui qui est trop près de la pratique se rend suspect. ») peut « irriter » leurs partenaires du dialogue.

Il a été souligné aussi que la recherche d'évaluation joue un rôle important et que, notamment au niveau de la recherche locale et du travail pratique pour la jeunesse, il faut, conjointement, travailler sur les outils et les mécanismes permettant à rendre les résultats mesurables et comparables. En dernière conséquence, ces outils d'évaluation du travail pour la jeunesse devront être introduits et financés à tous les niveaux (central, régional, local). Le professeur Williamson de la Grande-Bretagne a montré, par la présentation de ces projets d'évaluation, qu'on a aussi les meilleurs arguments vis-à-vis des décideurs politiques, quand on peut prouver que la prévention est parfois moins chère que les mesures de réparation par la simple réaction. Certain(e)s participant(e)s ont évoqué explicitement la rébellion récente des jeunes en France. Les scientifiques de la recherche pour la jeunesse ont affirmé qu'ils étaient prêts aussi à se confronter à une analyse approfondie du coûts et des financiers de leur recherche pour la jeunesse.

Nombreux étaient aussi les participant(e)s de l'atelier à souligner que le débat ne se limite point aux trois acteurs considérés jusqu'alors, mais que d'autres domaines tels que le secteur économique et la jeunesse, elle-même, devraient participer à la coopération avec les trois partenaires. Le débat a montré que les divers niveaux de la coopération jouent également un rôle : Ce qui réussit au niveau local, ne fonctionne pas forcément aux niveaux national et international et vice versa. On citait l'exemple de la mise en œuvre du Livre blanc qui avait été poussée au niveau national sans arriver au niveau local, à l'exception de quelques cas. Là, il manque apparemment de niveaux intermédiaires de médiation.

Résumé :

Tout compte fait, les participants de l'atelier V ont constaté que, malgré tous les obstacles, il existe de très bons exemple de coopération des trois acteurs au niveau national et concrètement sur le terrain. A titre d'exemple, on a cité un programme mis en œuvre dans dix communes suédoises pour l'intégration et la participation active des jeunes. Il serait indispensable de publier ces exemples, raison pour laquelle on proposait de les publier sur le site du *Youth Knowledge Centre* (<http://www.youth-partnership.net/INTEGRATION/EKC/Intro>) et / ou d'établir de meilleurs liens entre les banques nationales des données de projets.

L'intensification de la communication entre la recherche, la politique et les acteurs du travail pratique pour la jeunesse (notamment des organisations non-gouvernementales) s'impose donc. Le dialogue communal de recherche devrait encourager les acteurs communaux de la politique et du travail pour la jeunesse à participer activement à la rédaction des questions susceptibles de déclencher la recherche correspondante afin d'aider à optimiser le rapport de la recherche appliquée avec les réalités pratiques.

Dans l'ensemble du débat, il est devenu clair que les niveaux du discours doivent être bien distingués. Au niveau local, il s'agit, en première ligne, d'un apport communal à la recherche en vue de l'élaboration et de la rédaction des plans d'actions et des stratégies de la politique de la jeunesse dans un contexte communal. Dans certains cas exceptionnels, l'évaluation est également effectuée par le milieu scientifi-

que. La recherche de la jeunesse n'existe pas comme recherche fondamentale au niveau communal. C'est le champ de travail où doit intervenir la politique nationale de la jeunesse pour remplir de vie l'approche du « *evidence based policy making* » et pour développer des offres en vue du dialogue communal de recherche.

En Allemagne et dans d'autres pays ayant une structure administrative fédérale, d'autres niveaux de compétence s'ajoutent (le niveau des *Länder*, des états fédéraux, en Allemagne), qui agissent comme niveau d'intervention et peuvent promouvoir aussi la recherche de la jeunesse au niveau régionale.

Du côté de la recherche de la jeunesse, il faut ajouter d'une manière critique que la *Community of Science* (notamment les universités) garde souvent une certaine distance à la pratique et semble ne s'intéresser que très peu à la recherche orientée sur la mise en œuvre pratique. En Allemagne, ce que l'on désigne communément de « recherche appliquée » est effectué dans les IUT (*Fachhochschulen*) ou dans les instituts spécialisés autonomes à qui on reproche souvent un manque de théorie, puisqu'ils travaillent à proximité de et par rapport à la réalité quotidienne de l'aide au jeunes. Et ces tendances sont confirmées aussi de l'Autriche et du Luxembourg. Mais pour conseiller les milieux politiques et pour les supporter dans leurs décisions, il faut les deux disciplines (la recherche fondamentale et la recherche appliquée).

De l'autre côté, le niveau de l'action communale sous-estime souvent l'importance de l'encadrement scientifique, ou il y renonce totalement pour des raisons économiques. Dans ce contexte, les bons exemples autrichiens et suédois peuvent contribuer à rendre plus évident le bénéfice de l'encadrement et de l'évaluation scientifique et à renforcer leur importance dans le contexte communal.

Un élément-clé pour le succès de la coopération de ces trois acteurs bien différents est sans aucun doute leur implication en amont des activités et des projets, déjà au moment de la programmation et de la planification des activités, de manière à ce que tous puissent bénéficier mutuellement les uns des autres, qu'ils aient l'occasion de définir clairement les rôles et les missions d'un chacun et de gérer les collisions éventuelles de leurs intérêts le plus tôt possible.